

JURIDICTIONS
DE LA
PRINCIPAUTÉ DE MONACO



AUDIENCE SOLENNELLE DE RENTRÉE
DES COURS ET TRIBUNAUX

—◆—
ANNÉE JUDICIAIRE 2016-2017

—◆—
lundi 3 octobre 2016

ACTIVITÉ DES JURIDICTIONS



TRIBUNAL SUPRÊME



2013-2014 2014-2015 2015-2016

Recours enregistrés	22	19	13
Décisions	16	29	17

COUR DE RÉVISION



2013-2014 2014-2015 2015-2016

Arrêts Civils	51	71	60
Arrêts Pénaux	30	20	12

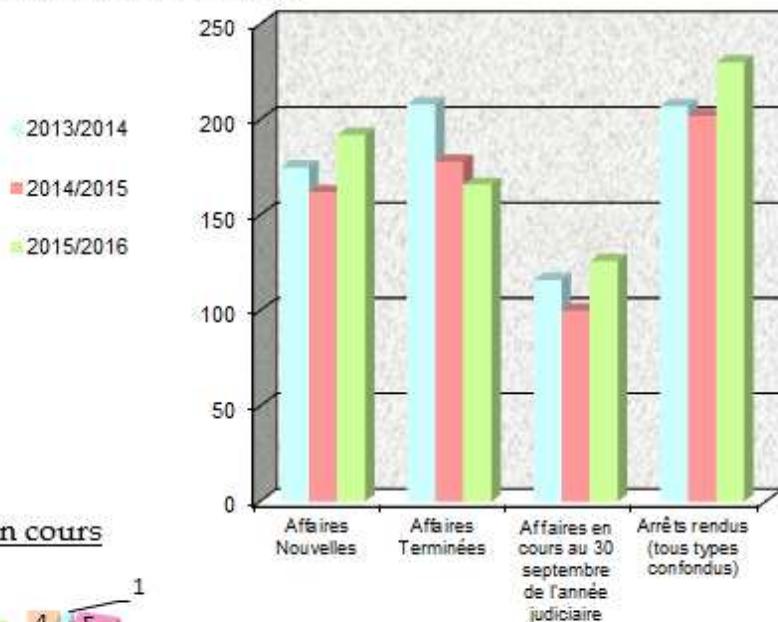
COUR D'APPEL

2013-2014 2014-2015 2015-2016

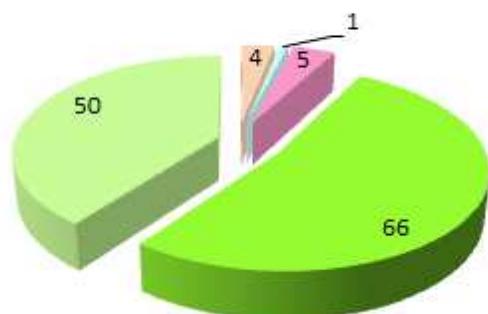
Matière Civile

Affaires nouvelles	175	162	192
Affaires en cours	116	100	126*
Affaires terminées	208	178	166
Arrêts rendus (tous types confondus) ...	207	202	230

* dont 50 procédures liées en matière sociale



Affaires en cours



- Affaires enrôlées en 2009/2011/2012
- Affaires enrôlées en 2014
- Affaires enrôlées en 2015
- Affaires enrôlées en 2016 (hors sursis à statuer)
- Affaires enrôlées en 2016 (dossiers liés, sursis à statuer)

2013-2014 2014-2015 2015-2016

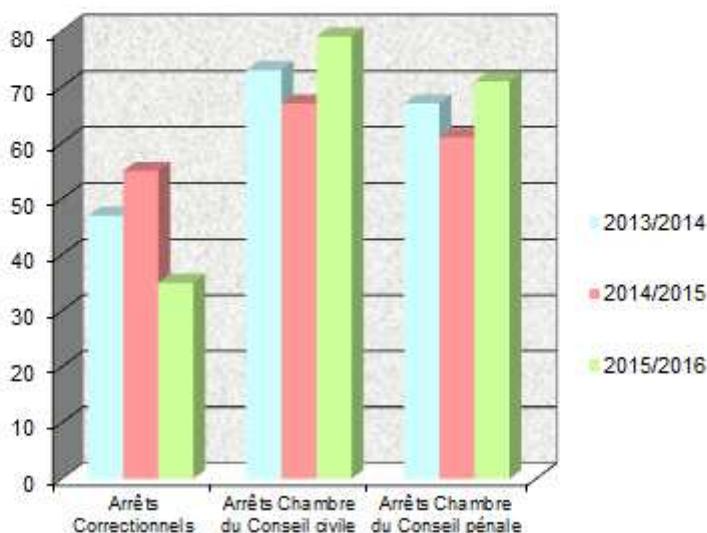
Matière Pénale

Arrêts Correctionnels 47 55 35

Chambre du Conseil

Arrêts Chambre
du Conseil Civile 73 67 79

Arrêts Chambre
du Conseil Pénale 67 61 71



Tribunal Criminel

Arrêts rendus 1 2 2

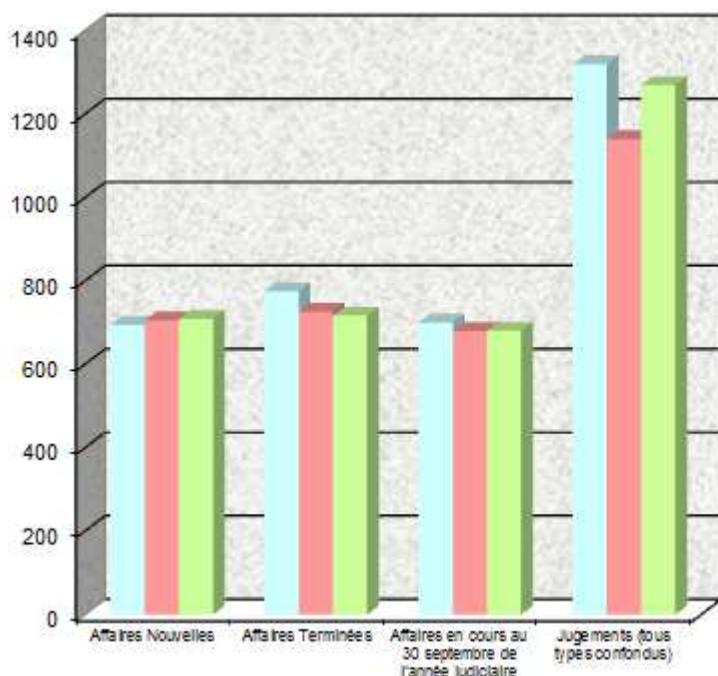
Dossiers en cours 0 1 2

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE

2013-2014 2014-2015 2015-2016

Matière civile

Affaires nouvelles	695	706	709
Affaires en cours	701	680	677
Affaires terminées	776	727	713
◆			
Jugements	1320	1140	1266
<i>(Tribunal de Première Instance, Chambre du Conseil, Commission Arbitrale des Loyers Commerciaux et Commission Arbitrale des Loyers d'Habitations)</i>			
Ordonnances de Référé	83	97	107
Ordonnances et Procès-verbaux <i>(toutes matières confondues)</i>	4955	4191	4942



2013-2014 2014-2015 2015-2016

Matière Pénale

Jugements 689 610 539



Cabinets d'Instruction Majeurs

Affaires en cours 126 140 123

Affaires terminées 56 55 71

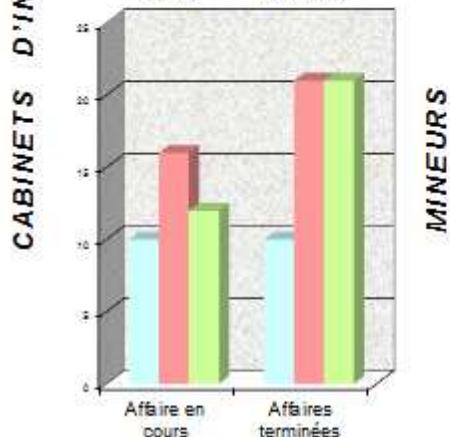
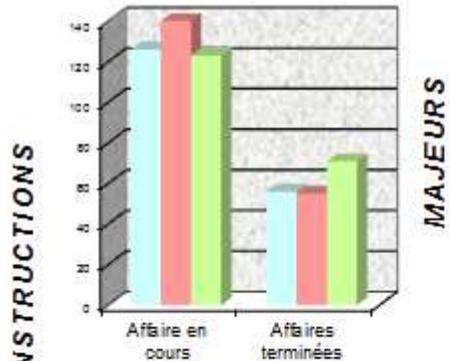
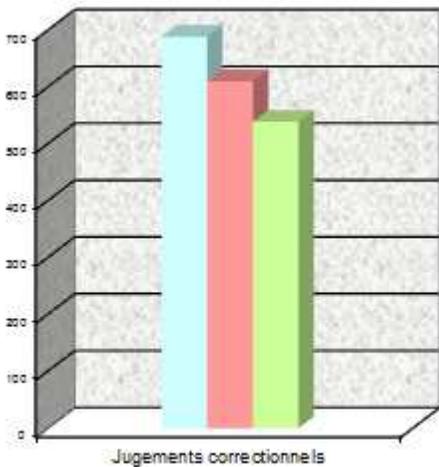


Cabinets d'Instruction Mineurs

Affaires en cours 10 16 12

Affaires terminées 10 21 21

2013/2014 2014/2015 2015/2016



JUSTICE DE PAIX



2013-2014 2014-2015 2015-2016

Jugements civils	15	20	7
Ordonnances	533	582	554
Jugements de Simple Police	73	73	61

TRIBUNAL DU TRAVAIL



2013-2014 2014-2015 2015-2016

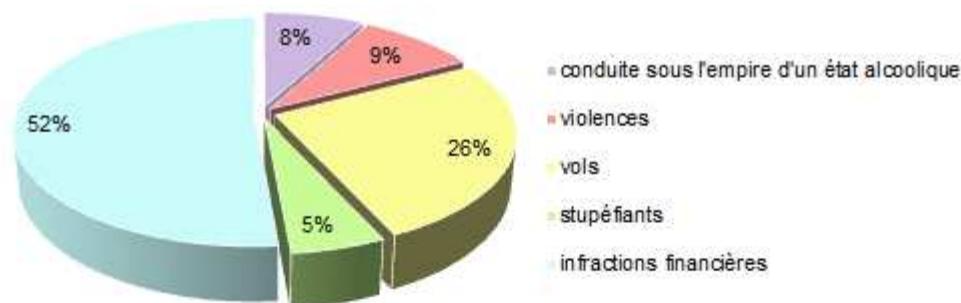
Affaires nouvelles	234	116	98
Affaires jugées	107	123	209
Affaires en Instance	366	358	360*

* dont 125 affaires liées

PARQUET GÉNÉRAL

2013-2014 2014-2015 2015-2016

Affaires pénales enregistrées	2660	2273	2182
- conduite sous l'empire d'un état alcoolique	122	99	126
- violences	80	141	149
- vols	554	487	408
- stupéfiants	98	77	86
- infractions financières	683	880	815



Poursuites pénales engagées

- Informations ouvertes	78	88	66
<i>dont relatives à des infractions de blanchiment</i>	11	6	5
- comparutions sur notifications	55	45	114
- flagrants délits	110	77	63
- citations directes	592	402	487

Personnes condamnées	681	713	645
----------------------------	-----	-----	-----

2013-2014 2014-2015 2015-2016

Recours contre les décisions

de classement sans suite.....	17	13	10	...
- rejet	15	11	8	...
- admission	2	0	0	...
- en cours	0	2	2	...



Commissions rogatoires internationales

Adressées par les autorités

étrangères à Monaco	73	119	107	...
---------------------------	----	-----	-----	-----

dont :

- Italie	10	14	17	...
- France	25	37	25	...
- relatives à des infractions de blanchiment	31	52	44	...

Délai exécution (en jours)	65	54	60	...
----------------------------------	----	----	----	-----

Délivrées par les autorités

monégasques vers l'étranger ..	64	61	20	...
--------------------------------	----	----	----	-----

dont :

- relatives à des infractions de blanchiment	12	12	4	...
-------------------------------------------------------	----	----	---	-----



Extraditions

Demandées par l'étranger	13	8	10	...
--------------------------------	----	---	----	-----

Demandées par Monaco	5	3	3	...
----------------------------	---	---	---	-----



Personnes incarcérées.....	173	148	115	...
----------------------------	-----	-----	-----	-----

dont :

- mineurs	5	9	3	...
-----------------	---	---	---	-----

Arrivées de magistrats



M. Soriano, Vice-président du Tribunal de Grande Instance de Perpignan, nommé Premier juge au Tribunal de Première Instance puis Juge de Paix.

M. Poinot, Procureur de la République adjoint au Tribunal de Grande Instance de Montpellier, nommé Procureur Général adjoint.

M. Zamphiroff, Procureur de la République adjoint au Tribunal de Grande Instance de Chartres, nommé Premier Substitut du Procureur Général.



Mme Berge épouse Dornier, Présidente du Tribunal de Grande Instance de Cambrai, nommée Premier juge au Tribunal de Première Instance.



Mme Cassan épouse Vallar, Vice-présidente du Tribunal de Grande Instance de Nice, nommée Premier juge au Tribunal de Première Instance.

M. Levraut, Vice-procureur de la République au Tribunal de Grande Instance de Grasse, nommé juge chargé de l'instruction.

Mme Lasch épouse Ivaldi, Vice-présidente au Tribunal de Grande Instance de Draguignan, nommée Juge au Tribunal de Première Instance.

Mme Delorme épouse Le Floch, Vice-présidente au Tribunal de Grande Instance de Saint-Etienne, nommée Juge au Tribunal de Première Instance.



Départs de magistrats



M. Bonnet, Premier Substitut du Procureur Général, nommé Premier vice-procureur de la République au Tribunal de Grande Instance de Lille.



Mme Serres épouse Humbert, Premier juge chargé des fonctions de Vice-président, nommée Conseiller à la Cour d'Appel de Bordeaux.



M. Kuentz, Juge chargé de l'instruction, nommé Premier vice-président au Tribunal de Grande Instance de Grasse.

M. Malbrancke, Juge chargé de l'instruction, nommé Vice-président chargé du Tribunal d'Instance de Saint Pierre à la Réunion.

Mme Casini épouse Bachelet, Juge, nommée Vice-président chargé de l'application des peines au Tribunal de Grande Instance de Draguignan.

Mme Hoarau épouse Martin, Juge, nommée Vice-président chargé du service du Tribunal d'Instance de Nice.



Mme Léonardi, Juge, nommée Conseiller à la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence.

Conférence des Ministres de la Justice et des Représentants de l'ordre judiciaire à Sofia (Bulgarie)



S.E. M. Philippe NARMINO, Ministre Plénipotentiaire, Directeur des Services Judiciaires et Mme Brigitte GRINDA-GAMBARINI, Premier Président de la Cour d'Appel, ont représenté Monaco à l'occasion de la conférence de haut niveau des Ministres de la Justice et des Représentants de l'ordre judiciaire sur le thème « renforcer l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire, condition préalable à l'Etat de droit dans les Etats membres du Conseil de l'Europe », qui s'est tenue à Sofia (Bulgarie), les 21 et 22 avril 2016.

21 et 22 avril 2016

Monaco en visite officielle auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme



Une délégation conduite par S.E. M. Philippe Narmino, Directeur des Services Judiciaires, accompagné des plus Hauts Magistrats de la Principauté, M. Didier Linotte, Président du Tribunal Suprême, M. Jean-Pierre Dumas, Premier Président de la Cour de Révision et Mme Brigitte Grinda-Gambarini, Première Présidente de la Cour d'Appel, s'est rendus à Strasbourg le 20 mai 2016, en visite officielle auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

S.E. M. Rémi Mortier, Ambassadeur, Représentant Permanent de Monaco auprès du Conseil de l'Europe, Mme Stéphanie Mourou-Vikström, Juge à la CEDH élus autre de Monaco, et M. Gabriel Revel, Adjoint au Représentant Permanent de Monaco auprès du Conseil de l'Europe complétaient cette délégation.

Présentation de la Commission chargée de veiller au respect des dispositions prévues aux articles 9 à 15 de la loi 1.430 relative à la préservation de la sécurité nationale



En présence de Serge Telle, Ministre d'Etat, Patrice Cellario, Conseiller de Gouvernement – Ministre de l'Intérieur, et des représentants des hautes autorités de l'Etat, Philippe Narmino, Directeur des Services Judiciaires, Président du Conseil d'Etat, vient de présenter la Commission chargée de veiller au respect des dispositions régissant l'interception des communications électroniques et l'accès administratif aux données de connexion conformément à la loi n°1.430 du 13 juillet 2016.

Composée de trois membres, Maître Frédéric Sangiorgio, Avocat-défenseur honoraire, Président de la Commission, Christophe Steiner, Président du Conseil National et du Juge des Libertés (magistrat du siège désigné à tour de rôle par le Président du Tribunal de première instance), elle siègera chaque fois qu'elle sera saisie par le Ministre d'Etat.

